

Sida en Afrique centrale :

DES ASSOCIATIONS EN ACTIONS !

A l'issu d'une réunion organisée à Yaoundé (Cameroun) en mars dernier, treize associations de huit pays d'Afrique centrale ont décidé, avec le soutien de AIDES, de partager leurs expériences. Se former à la vie associative et plaider pour la prise en charge des personnes infectées par le VIH/sida sont les enjeux de demain pour des pays fortement touchés.

Ravages en Afrique centrale

Toutes les associations ont évoqué la progression de l'épidémie de VIH/sida dans leur pays. La République de Centrafrique compte près de 15 % de personnes adultes séropositives, le Gabon dépasse les 8 %. Tous les pays sont en situation de pandémie selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans la plupart des pays d'Afrique centrale, les jeunes filles sont de plus en plus touchées par l'infection à VIH : elles représentent souvent plus de 60 à 70 % des adultes séropositifs. Et elles éprouvent d'énormes difficultés à négocier des rapports sexuels protégés...

La prise en charge médicale s'organise

La plupart des huit pays présents ont pu bénéficier de financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Les initiatives nationales d'accès aux médicaments anti-VIH se mettent en place, permettant à quelques milliers de patients dans chaque pays d'accéder à ces médicaments. Les associations soulignent qu'il est urgent que ces programmes s'élargissent et permettent à plus de patients de bénéficier des traitements.

De plus, peu de pays ont organisé un accès aux soins gratuit pour les malades. La plupart demandent aux patients une participation financière qui a appauvri les familles, limitant ainsi l'accès aux soins. Les femmes enceintes et les enfants tardent à bénéficier des programmes de prise en charge. La faible disponibilité des formulations pédiatriques (médicaments sous forme de sirop ou de poudre) et le manque de formation des personnels assistant les femmes au moment de l'accouchement expliquent en partie ce retard.

Les associations participantes

Cameroun : AFSUPES, Colibri, le REDS et AFASO ; Burundi : l'ANSS ; Rwanda : l'ANSP+ ; Tchad : l'ASEPVV et l'ACCPVV ; Centrafrique : la CNJFV+ et AHVV+ ; République Démocratique du Congo : la Fondation Femmes + et ACS/AMO-Congo ; Gabon : SIDA ZERO ; Congo Brazzaville : l'AJPC ; France : AIDES ; Guinée-Conakry : l'ASFEGMASSI ; Niger : MVS ; Côte d'Ivoire : Lumière Action ; Burkina Faso : AAS.

Pour contacter ces associations : international@aidés.org



Pour en savoir plus

Pour connaître l'engagement international de AIDES, voir *Remaides* n°54, p. 28 ou consultez le site www.aides.org

Les associations des pays d'Afrique centrale ont aussi témoigné des fréquentes ruptures d'approvisionnement des médicaments anti-VIH ce qui entraîne de nombreuses interruptions de traitement et multiplie les risques d'apparition de virus résistants. Les associations dénoncent ce grave problème car l'accès aux médicaments de deuxième ligne (pour les personnes chez qui le premier traitement n'est plus efficace) est extrêmement difficile et bien plus cher.

Les succès des associations

Les associations restent souvent isolées et éprouvent des difficultés à obtenir des financements pour mettre en place des programmes d'aide et de soutien auprès des malades. Pourtant, elles ont permis une plus grande implication des personnes séropositives et ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre les discriminations.

Grâce au travail engagé par ces associations, les citoyens sont davantage impliqués dans la prise de décision politique, l'accès aux soins s'organise, et les femmes ont davantage droit à la parole. La route est encore longue, mais pour les associations partenaires, le chemin est déjà tracé.

Estelle Diawara, Emilie Henry et Emmanuel Trénado



Valérie et Thierry, une vie "positive" !

Valérie et Thierry se sont rencontrés lors d'une réunion des associations. Tous les deux impliqués dans la vie associative ont échangé des courriels. Thierry a déménagé en avril 2003 pour retrouver Valérie. Ils se sont mariés en juillet 2005. C'était le premier mariage à visage découvert, de deux personnes séropositives, au Congo-Brazzaville.

L'association jeunes positifs du Congo (AJPC)

Valérie (ci-dessus), militante engagée dans la lutte contre le VIH/sida a créée en 2003 l'AJPC (association des jeunes positifs du Congo). Avec son mari Thierry, ils participaient à l'atelier organisé à Yaoundé (voir article ci-contre). L'association lutte contre la stigmatisation des personnes malades et pour la gratuité de l'accès aux soins. Elle prend aujourd'hui en charge 40 orphelins infectés par le VIH/sida, achète les médicaments et leur paie les frais de scolarité. Des adultes sont aussi soutenus par l'association. Les membres de l'AJPC organisent des visites à domicile et apportent aux malades un peu de nourriture et un soutien moral.

Face aux difficultés pour répondre aux demandes de soutien des personnes, l'association a décidé d'organiser une activité génératrice de revenus. Elle a acheté une réserve forestière (exploitation de charbon de bois). Cela a permis de créer de l'emploi et rapporte environ 400 000 F CFA (environ 800 euros) par mois. Cette somme reste largement insuffisante pour répondre à toutes les demandes et l'association a beaucoup de difficultés à obtenir des financements des institutions internationales.

Pour contacter l'AJPC (Association des Jeunes Positifs du Congo), 1691, rue Matsiona Nzoulou Batignol Brazzaville Congo. Courriel : assoipc@yahoo.fr

La situation au Congo

L'existence même du Congo Brazzaville fut remise en question par une succession de trois guerres civiles particulièrement dévastatrices (1993, 1997 et 1998-1999). Certaines régions du pays comptent plus de 10 % de la population adulte contaminée par le VIH. La réponse nationale contre l'épidémie reste faible et peu de malades ont accès au dépistage ou aux soins. Le Congo a deux centres de prise en charge, un à Brazzaville et un à Pointe Noire. Les médicaments anti-VIH coûtent de 5 000 à 80 000 F CFA (entre 10 et 120 euros par mois) en fonction de la situation sociale. Il y aurait 3 000 patients qui sont pris en charge sur les 13 000 malades en besoin urgent d'être traités.